

Au Parlement européen, petits arrangements avec les populistes

Droite et gauche ménagent leurs alliés les plus radicaux venus de l'Est

BRUXELLES - bureau européen

Garder ces trublions dans la famille permet de limiter leurs dérives, argue-t-on en interne

Dans les couloirs du labyrinthique siège bruxellois du Parlement européen, des élus du Parti populaire européen (PPE, droite), du Parti socialiste européen (PES, gauche), ou de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE, centre) s'activaient, jeudi 1^{er} février, pour savoir s'il fallait inscrire à l'agenda de la plénière à Strasbourg, quelques jours plus tard, une nouvelle résolution condamnant les violations à l'Etat de droit du gouvernement polonais. Et une autre dénonçant les tentatives du Parti socialiste au pouvoir en Roumanie d'affaiblir le parquet anticorruption du pays.

Résultat des courses : pas de résolution sur la Pologne, mais la démission programmée d'un vice-président de l'hémicycle, le Polonais Ryszard Czarnecki, membre du parti Droit et justice (PiS), le parti réactionnaire aux manettes à Varsovie (associé aux toriers britanniques au sein des Conservateurs et réformistes européens, ECR), pour avoir insulté une compatriote PPE. Pas davantage de résolution contre Bucarest : les conservateurs n'ont pas rangé leurs couteaux face aux sociaux-démocrates, mais veulent ménager leurs partenaires locaux de l'Alliance démocratique des Hongrois de Roumanie, alliés de circonstance du gouvernement socialiste roumain.

Cette cuisine politique complexe échappe largement au grand public, la notoriété des partis paneuropéens chutant brutalement hors des scrutins bruxello-strasbourgeois. Pour autant, elle contribue à largement les affaiblir.

Ces formations, qui n'ont acquis un véritable statut qu'avec le traité de Maastricht, en 1992, ont toujours été divisées : « Leur cohérence politique et idéologique est problématique », souligne le so-

cialiste belge Paul Magnette, professeur à l'Université libre de Bruxelles (ULB). Mais aujourd'hui, elles sont au bord de la rupture, gangrenées par la montée des mouvements populistes, surtout dans l'est de l'Europe. « Le PPE a Viktor Orban [le premier ministre hongrois], mais nous, on a les Maltais et les Roumains, et l'ECR a le PiS », déplore une source parlementaire côté socialistes.

« Gageure »

Arrivé en tête de toutes les élections européennes depuis 1999, le PPE contrôle encore les principales institutions de l'UE, avec Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission, Donald Tusk à celle du Conseil et Antonio Tajani au Parlement européen. Dirigé par Joseph Daul, un Alsacien très discret mais ayant l'oreille d'Angela Merkel, il est désormais écartelé entre les chrétiens-démocrates de l'Union chrétienne-démocrate, son noyau dur, et le courant illibéral antimigrants d'Orban.

Pour l'instant, il continue à faire le grand écart, s'empresant de recevoir à Bruxelles Sebastian Kurz, le jeune chancelier autrichien, après la formation de son gouvernement avec l'extrême droite, refusant de sanctionner M. Orban, même quand ce dernier s'en prend aux ONG ou attise une campagne aux relents antisémites contre le financier américain-hongrois George Soros.

Garder ces trublions dans la fa-

mille permet de limiter leurs dérives, argue-t-on en interne. Le PPE redoute surtout de laisser filer une partie de ses affiliés vers les extrêmes et au Parlement, refuse de se priver des 11 élus du Fidesz, le parti d'Orban. « Si le PPE est si sévère avec le PiS polonais, c'est aussi parce qu'il appartient à une autre chapelle, l'ECR », note Pascal Delwit, politologue à l'ULB.

Même logique partisane au PSE : affaibli par la déconfiture des partis socialistes partout dans l'Union (France, Italie, Espagne, Pays-Bas...), il craint de perdre sa place de deuxième force de l'hémicycle aux élections européennes de 2019. « L'élargissement à l'Est a accru tout spécialement son hétérogénéité, avec l'arrivée des descendants des partis communistes », note Paul Magnette.

Alors, il tente lui aussi de colmater les brèches, quitte à adopter des attitudes discutables : en novembre 2017, les sociaux-démocrates refusent de s'associer à une résolution parlementaire des autres partis pointant les menaces à l'Etat de droit à Malte, à la suite de l'assassinat de la journaliste Daphne Caruana Galizia. Ils dénoncent une manœuvre du PPE pour nuire au gouvernement du socialiste Joseph Muscat. « Il est bien triste de constater que l'appartenance à une famille politique a la préséance sur la défense des valeurs européennes », s'emporte l'eurodéputée verte Eva Joly.

Même schizophrénie chez ALDE dont le chef de file, le fédéraliste Guy Verhofstadt, refuse de parler du « cas » d'Andrej Babis, le premier ministre tchèque populiste, président du mouvement libéral ANO, mais visé par un rapport de l'Office européen de lutte anti-fraude pour utilisation suspecte de fonds de l'UE.

Etant donné leurs fractures, définir des programmes communs pour les Européennes « sera une gageure », prédit un eurodéputé Les Républicains. Comment le

PPE parviendra-t-il à trouver une position sur la migration, alors que la chancelière Merkel réclame de répartir les réfugiés partout dans l'Union, selon des quotas que MM. Orban et Kurz refusent catégoriquement ? Comment les sociaux-démocrates parviendront-ils à s'entendre sur le libre-échange quand les Néerlandais ne comprennent pas pourquoi les Français sont si sceptiques ?

En marche européen ?

Ces partis constituent aujourd'hui des cibles parfaites pour Emmanuel Macron, qui n'a toujours pas choisi sa « chapelle » politique européenne et pourrait bien tenter de réitérer son « hold-up » politique hexagonal à Bruxelles en lançant un En marche européen. Ne déclarait-il pas dans son discours de la Sorbonne, le 26 septembre 2017 : « Je ne laisserai pas à ces grands partis européens le monopole du débat sur l'Europe et les élections européennes ! » ?

Conscients du danger, les dirigeants de ces formations sont ténanisés. Et pas seulement Guy Verhofstadt, qui espérait qu'Emmanuel Macron rejoindrait ALDE dans la foulée de son élection. A Bruxelles, ils soupçonnent le chef de l'Etat de défendre cette vieille idée fédéraliste des « listes transnationales » pour 2019, moins pour démocratiser l'Union, comme il le prétend, que pour affaiblir encore un peu plus les partis européens existants.

Mais le PPE est bien décidé à torpiller cette initiative. Et les sociaux-démocrates ne la soutiennent que du bout des lèvres. Si le Parlement de Strasbourg valide ce nouveau mode de scrutin en plénière le 7 février, les chefs d'Etat et de gouvernement, vrais maîtres de la décision, sont loin d'être enthousiastes : « Cela ne se fera jamais, soutiennent plusieurs sources PPE et PES. En tout cas, jamais en 2019. » ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

Les Grecs veulent débaptiser la Macédoine

Des milliers de personnes ont défilé contre un compromis entre Athènes et Skopje

ATHÈNES - correspondance

Il n'y a qu'une Macédoine et elle est grecque », scandaient, des drapeaux grecs à la main, les opposants à un compromis avec Skopje, dimanche 4 février, place Syntagma, à Athènes. Dans le défilé, des députés de droite et des membres de l'Eglise grecque côtoient des militants du parti néonazi Aube dorée, mais aussi des citoyens lambda venus des quatre coins de la Grèce en bus. Vingt-cinq ans après le début de la crise diplomatique entre les deux pays, l'appellation de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine continue de créer des remous en Grèce. Car la Macédoine est aussi le nom de la région de Thessalonique. Et les Grecs refusent que leur voisin des Balkans conserve le même nom.

Selon les organisateurs de la manifestation – principalement des représentants de la diaspora et des membres d'associations religieuses se voulant « apolitiques » –, plus d'un million de personnes étaient présentes, contre 140 000 d'après la police. Deux semaines auparavant, 90 000 personnes selon la police (500 000 selon les organisateurs) avaient défilé à Thessalonique, capitale de la région grecque de Macédoine, terre de Philippe II et de son fils Alexandre le Grand.

Alors que Skopje et Athènes se disaient optimistes, début janvier, et que l'émissaire des Nations unies sur cette question, Matthew Nimetz, affirmait, mardi 30 janvier, à Athènes, que « le moment » [était] venu de trouver une solution, les partis d'opposition et même les Grecs indépendants, pourtant alliés d'Alexis Tsipras au sein du gouvernement de gauche, ne sont pas prêts à un accord qui comprendrait le mot « Macédoine » dans le futur nom du pays voisin. Et 71,5 % des Grecs s'y opposent aussi, selon un sondage publié samedi par l'université de Thessalonique. Or, le gouvernement grec et le premier ministre macédonien social-démocrate, Zoran Zaev, se dirigeraient vers un nom composé comme « Haute Macédoine » ou « Macédoine du Nord ».

Pour Vassiliki Georgiadou, professeure de sciences politiques à l'université Panteion d'Athènes, plusieurs acteurs compromettent une avancée des négociations alors que « le récent changement politique à Skopje, avec un nou-

veau gouvernement progressiste, était une occasion à saisir pour résoudre ce conflit ». Tout d'abord, estime l'analyste, la Nouvelle Démocratie (parti conservateur), qui « répond à l'appel de son aile droite et pense que sa base électorale veut qu'elle prenne position fermement sur cette question ». En 1992, elle avait déjà divisé le parti puisque Antonis Samaras, premier ministre entre 2012 et 2015, avait formé un parti dissident à cette occasion.

« L'Eglise aussi a un rôle obscur, estime Vassiliki Georgiadou. Au début des négociations, elle avait déclaré qu'elle ne devait pas se mêler des affaires politiques alors que plusieurs métropolitains [titre religieux porté par certains évêques] ont ensuite annoncé participer au rassemblement et pris position. »

Reste l'allié au gouvernement Tsipras, le parti nationaliste des Grecs indépendants, qui s'oppose à tout compromis avec Skopje. « Alexis Tsipras devra faire voter un accord par le Parlement. Les Grecs indépendants ne voteront pas pour. Seuls les centristes peuvent lui donner des voix, mais cela paraît très compliqué », constate M^{me} Georgiadou.

« Mission presque impossible »

Mais la nouvelle appellation devra aussi être ratifiée à Skopje. « Le premier ministre doit obtenir deux tiers des voix au Parlement pour que le nom soit validé, une mission presque impossible ! », souligne Miltiadis Sarigiannidis, professeur de droit international à l'université Aristote de Thessalonique. Mais même en cas de non-résolution du « conflit du nom », Alexis Tsipras devrait ressortir gagnant. « Pour le gouvernement Syriza, soulever cette question et tenter de la régler, c'est se montrer comme un parti uni et capable de négocier, contrairement à l'image que donne la Nouvelle Démocratie », constate Ioannis Armakolas, chercheur sur les Balkans à la Fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère.

Le soir du rassemblement de dimanche, le cabinet Tsipras publiait un communiqué : « La grande majorité des Grecs, quelles que soient leurs opinions (...), conviennent que les grands problèmes de politique étrangère ne doivent pas se régler par le fanatisme et l'intolérance. » A dix-huit mois des législatives, la campagne semble déjà lancée sur une question d'identité nationale. – (Intérim.) ■

La tentation eurosceptique de la majorité sociale-démocrate en Roumanie

Liviu Dragnea est en froid avec Bruxelles, qui s'inquiète de ses projets de réforme judiciaire

BUCAREST - correspondance

Après la Pologne et la Hongrie, la Roumanie joue à son tour le rapport de force avec les instances européennes. Liviu Dragnea, le chef de file des sociaux-démocrates au pouvoir depuis décembre 2016, a décidé de durcir le ton pour mener son offensive contre le parquet anticorruption, qui le met en cause. « La Roumanie est un Etat souverain », a-t-il déclaré, lundi 29 janvier, devant les députés à l'occasion de l'investiture du nouveau gouvernement. C'est notre devoir de défendre cette souveraineté tant qu'on est en vie. »

La Roumanie a rejoint l'Union européenne en 2007, en s'engageant à renforcer la lutte contre la corruption tout en réformant l'appareil judiciaire, afin de respecter les critères d'adhésion. Les progrès dans ces domaines ont été appréciés à Bruxelles, mais la campagne anticorruption lancée par les procureurs et les magistrats depuis quelques années est aujourd'hui menacée par des dirigeants passibles de prison. En décembre dernier, le Parlement de Bucarest a voté plusieurs lois qui

diminuent drastiquement le pouvoir et les marges de manœuvre des enquêteurs anticorruption. Objectif : protéger les numéros deux et trois de l'Etat roumain, les présidents du Sénat et de la Chambre des députés, qui font l'objet d'enquêtes pénales.

Calin Popescu-Tariceanu, le président du Sénat et l'allié des sociaux-démocrates au gouvernement, est poursuivi pour fausses déclarations. Surtout, Liviu Dragnea, le chef du Parti social-démocrate (PSD) et le président de la Chambre des députés, a été condamné en 2016 à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale. Il est actuellement jugé pour abus de pouvoir dans une affaire d'emplois fictifs, et fait l'objet d'une autre enquête pénale pour le détournement présumé de 20 millions d'euros de fonds européens.

« Depuis 2001, le suspect Liviu Dragnea a mis en place un groupe criminel dont le but était de détourner les fonds publics et les fonds européens en utilisant l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et l'abus de pouvoir », selon le Parquet national anticorruption (DNA). Ces poursuites placent le

patron de la formation dans une situation impossible depuis que son Parti social-démocrate a gagné les élections législatives en décembre 2016 : il rêvait de se retrouver à la tête du gouvernement, mais la loi roumaine interdit aux personnes condamnées pénalement d'occuper ce poste.

« Paranoïaque »

L'attitude de Liviu Dragnea exaspère aussi bien à Bucarest qu'à Bruxelles. « Un seul homme paranoïaque, malade de pouvoir et obsédé par le contrôle est en train de mettre le feu à la Roumanie », affirme l'eurodéputé Catalan Ivan, membre du PSD. En l'espace d'une année, Liviu Dragnea a fait tomber deux gouvernements qui ont échoué dans la mission qu'il leur avait assignée : changer la loi pénale pour alléger son casier judiciaire et lui ouvrir la voie au poste de premier ministre.

Une tâche qui échoit désormais au nouveau gouvernement dirigé par Viorica Dancila. Inconnue du grand public, cette eurodéputée de 54 ans est connue pour être une amie très proche du chef du PSD.

Face à ces tentatives, la Com-

mission européenne tire elle aussi la sonnette d'alarme. « Nous suivons avec inquiétude les derniers développements en Roumanie », a-t-elle fait savoir, le 25 janvier, dans un communiqué signé par son président Jean-Claude Juncker et son vice-président Frans Timmermans : « L'indépendance du système judiciaire roumain et sa capacité à lutter efficacement contre la corruption sont les pierres angulaires d'une Roumanie forte au sein de l'Union européenne. La Commission invite le Parlement roumain à repenser la ligne de conduite proposée, à ouvrir le débat. »

Quant au président libéral, Klaus Iohannis, il n'a pas hésité à dénoncer les dérapages du parti au pouvoir. « Imaginez les questions que d'autres chefs d'Etat me posent, a-t-il affirmé. Comment est-il possible que les numéros deux et trois de l'Etat fassent l'objet d'enquêtes pénales ? » Une question à laquelle les hauts responsables politiques roumains devront répondre, mercredi 7 février, à Strasbourg lors d'une audition devant les députés européens. ■

MIREL BRAN

SYRIE
Un avion russe abattu par les rebelles djihadistes

Un pilote russe a été tué, samedi 3 février, après la destruction de son avion par des tir du groupe djihadiste Tahrir Al-Cham, dominé par l'extrême droite locale d'Al-Qaïda, dans la province d'Idlib (nord-ouest de la Syrie). Cible d'une offensive des forces prorégime alliées à Moscou, la province est la dernière à échapper au pouvoir de Damas. – (AFP)

TURQUIE
Sept soldats turcs tués lors de combats contre les milices kurdes

Sept soldats turcs ont été tués, samedi 3 février, dans la région d'Afrin, zone frontalière turco-syrienne, lors de combats contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG). Considérée comme « terroriste » par Ankara, elle est l'alliée de Washington dans la lutte contre les djihadistes en Syrie. C'est la journée la plus meurtrière pour l'armée turque depuis le début de l'offensive, le 20 janvier. – (AFP)

CHYPRE
Le président réélu relance le projet de réunification

Le président sortant de Chypre, le conservateur Nicos Anastasiades, a été réélu avec 55,9 % des voix dimanche 4 février, face au candidat de gauche Stavros Malas (44 %). Il s'est engagé à mettre fin à la partition de la petite île méditerranéenne, dont la Turquie occupe la partie Nord depuis 1974. – (AFP)

EQUATEUR
Fin de la possibilité de réélection indéfinie du président

Les Equatoriens ont approuvé, dimanche 4 février, à 64 %, la suppression de la loi permettant la réélection indéfinie du président, lors d'un référendum convoqué par le président Lenin Moreno. Elu en mai, M. Moreno avait proposé cette révision constitutionnelle pour barrer la route à son ex-allié, Rafael Correa. Président de 2007 à 2017, M. Correa envisageait de se représenter en 2021. – (AFP)